

Document 3 : Commission européenne – Communiqué de presse. Corps européen de garde-frontières et de garde-côtes: renforcement des frontières de l'Union européenne grâce à un nouveau contingent permanent de 10 000 garde-frontières. Strasbourg, le 17 avril 2019. En ligne : [http://europa.eu/rapid/press-release_IP-19-2166 fr.htm](http://europa.eu/rapid/press-release_IP-19-2166_fr.htm).

« Le Parlement européen a adopté ce jour la proposition de la Commission qui vise à étoffer l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes par un contingent permanent de 10 000 garde-frontières d'ici à 2027. L'Agence disposera également d'un mandat élargi en ce qui concerne les retours et coopérera plus étroitement avec les pays tiers, y compris ceux situés au-delà du voisinage immédiat de l'UE. [...]

Saluant le vote favorable émis aujourd'hui, M. Frans Timmermans, premier vice-président de la Commission, et M. Dimitris Avramopoulos, commissaire pour la migration, les affaires intérieures et la citoyenneté, ont déclaré: 'Doté d'un nouveau contingent permanent fort de 10 000 garde-frontières, le corps européen de garde-frontières et de garde-côtes renforcé apportera son soutien aux États membres dans les zones et aux moments où ils en auront besoin pour mieux gérer leurs frontières extérieures. Ce contingent permanent sera opérationnel et prêt à être déployé pour prêter assistance aux États membres à partir de 2021; il atteindra progressivement sa pleine capacité de 10 000 garde-frontières d'ici à 2027. [...] Le renforcement des frontières contribuera [...] à la préservation de l'espace Schengen de libre circulation. Après le vote favorable et l'adoption, ce jour, de la proposition législative par le Parlement européen, notre principal objectif est à présent d'assurer la mise en œuvre rapide du mandat élargi de l'Agence et le prompt déploiement du contingent permanent. [...]'

Le Conseil doit à présent adopter le règlement. [...] Le corps européen de garde-frontières et de garde-côtes a été créé en 2016, sur la base des structures existantes de Frontex [...]. Sa dépendance à l'égard des contributions volontaires des États membres en personnel et en équipements a toutefois entraîné des déficits persistants de capacité nuisant à l'efficacité de l'aide qu'il pouvait apporter aux États membres. »